Martine Sonnet, Brigitte Keriven, Ghiati Claude, et
Isabelle Havelange, *Bibliographie annuelle de l'Histoire
de France*

Bernard Merdrignac

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1318>

DOI : 10.4000/abpo.1318

ISBN : 978-2-7535-1493-5

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 mars 2004

Pagination : 161-162

ISBN : 978-2-86847-976-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Bernard Merdrignac, « Martine Sonnet, Brigitte Keriven, Ghiati Claude, et Isabelle Havelange, *Bibliographie annuelle de l'Histoire de France* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 111-1 | 2004, mis en ligne le 20 mars 2006, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1318> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.1318>

mettent guère de recoupements directs, comme le dossier iconographique ou l'analyse « familialiste » du droit de vote. Les aspects techniques et parlementaires l'emportent dans plusieurs interventions, permettant de poser la question de l'encadrement du vote en assemblée au gré des régimes et des logiques qui se sont succédés, en particulier pour le rôle fondamental du bureau, élu ou nommé. La mise en perspective des capacités de délibération en assemblée est un des aspects les plus riches de la journée, sans que toutes les voies aient pu en être explorées. Les calendriers électoraux, l'individualisation progressive des procédures dans le maintien d'un cadre collectif, la place des rituels et des solennités dans les moments électoraux ont nourri d'autres réflexions transversales. Raymond Huard montre avec érudition comment de telles problématiques s'insèrent dans un approfondissement historiographique quantitatif, qualitatif et géographique des études électorales depuis une vingtaine d'années dont il pointe les avancées et les zones d'ombre. Il tente d'inscrire les contenus de la journée dans cette perspective ample. Il reste que de telles rencontres peuvent souffrir de la relative spécialisation des contributions et que les raccords entre les régimes et les pratiques relèvent parfois de la virtuosité intellectuelle. Les espaces (canton, arrondissement, département), les enjeux, les publics, les législations défient souvent l'analyse comparative. Une autre démarche serait de réunir des spécialistes autour d'une thématique commune, diachronique, pour cerner avec plus d'efficacité les évolutions, les correspondances et les ruptures entre ces régimes qui ont expérimenté tant de modalités et de procédures électorales, du suffrage « large » de 1789 au suffrage universel masculin du printemps 1848.

Serge BIANCHI

SONNET, Martine, KERIVEN, Brigitte, GHIATI, Claude et HAVELANGE, Isabelle, *Bibliographie annuelle de l'Histoire de France*, t. 48, Année 2002, Paris, CNRS éditions, 2003.

La quarante-huitième livraison de la *Bibliographie annuelle de l'Histoire de France* est parue en novembre 2003. Les ingénieurs du CNRS chargés de son élaboration ont recensé dans ce volume 13 465 références provenant principalement du dépouillement de 1 382 revues françaises et 620 revues étrangères ainsi que de 314 ouvrages collectifs (*Mélanges*, *Actes de colloques* etc.) concernant l'Histoire de France, de la fin du ^ve siècle à 1958. Les chercheurs concernés sont toujours attentifs à la parution de cet indispensable instrument de travail. Le triple index, chronologique, par matières (incluant tous les noms de personnes et de lieux cités) et par noms d'auteurs facilite l'accès aux références. Celles-ci sont réparties selon un plan de classement thématique familier aux utilisateurs de la *BAHF* (« manuels généraux et sciences auxiliaires de l'histoire », « histoire politique », « histoire des institutions », « histoire économique », « histoire sociale », « histoire religieuse », « histoire de la France outre-mer », « histoire de la civilisation », « histoire locale »).

Dans un bref mais très dense « Avertissement » liminaire, les auteurs présentent les statistiques qui ressortent du croisement des grandes périodes historiques et des principaux objets d'études. Évidemment, il ne s'agit que d'un aperçu qui doit être relativisé, mais les tableaux présentés ici (« périodes étudiées », « histoire politique », « champs historiographiques ») reflètent néanmoins l'évolution de la recherche au cours de ces dernières années (1998-2002) ou

durant les dernières décennies (1980-2002). Le commentaire replace prudemment ces données en perspective par rapport aux grandes tendances de la production historique recensée depuis une quarantaine d'années. Les tableaux par périodes (aussi bien tous domaines historiographiques confondus que pour la seule histoire politique) confirment la prééminence des travaux portant sur la Troisième République (22 %, soit le double du XVIII^e siècle qui vient en deuxième position avec 11,1 %), marquée davantage encore dans le domaine de l'histoire politique, puisque 57 % des titres concernent ici l'après 1870. L'essor des recherches sur les périodes les plus contemporaines (en particulier la IV^e République) conduit d'ailleurs les auteurs à s'interroger sur la pertinence du maintien du *terminus post quem* de leurs recensions à 1958. Par contre, le « retour du politique » se fait encore attendre en histoire médiévale qui se maintient au troisième rang à égalité avec la période de la Restauration et de la II^e République (respectivement 10,3 % et 9,7 %). Plus surprenante, aux yeux des auteurs, la désaffection pour le politique que celles-ci constatent aussi pour cette dernière période, étant donné la « diversification et l'accessibilité des sources ».

En regard de cette remarquable permanence sur le moyen terme de l'engouement pour l'histoire politique toutes périodes confondues et alors que l'histoire des institutions et l'histoire économique semblent confirmer la curiosité croissante dont elles ont fait l'objet au cours de ces quatre dernières décennies, il faut noter que l'histoire sociale qui paraissait la principale bénéficiaire durant cette période semble marquer quelque peu le pas (8,9 % en 1980 ; 11,6 % en 2000 ; 10,6 % en 2002). Il faudrait toutefois éviter de tirer des conclusions précipitées de ces pourcentages et ne pas perdre de vue qu'une telle « esquisse statistique intégrant la forme et l'origine des travaux recensés appelle bien sûr de multiples compléments et nuances, comme elle induit une réflexion sur les limites du recensement bibliographique » comme le rappellent à juste titre les auteurs sur la page du site internet de l'Institut d'Histoire moderne et contemporaine consacrée à la BAHF (www.ihmc.ens.fr).

En effet, le rodage du nouveau logiciel de traitement des notices de la bibliographie intervenu durant l'année 2002 permet d'espérer une future mise en ligne d'un support informatique adapté aux nouvelles pratiques de la recherche historique, en complément des volumes imprimés dont la « version papier » demeure indispensable comme le lecteur peut s'en convaincre par la consultation de ce bel ouvrage.

Bernard MERDRIGNAC